



Perspectives on Global Development 2010: Shifting Wealth

Summary in French

Perspectives du développement mondial 2010 :

Le basculement de la richesse

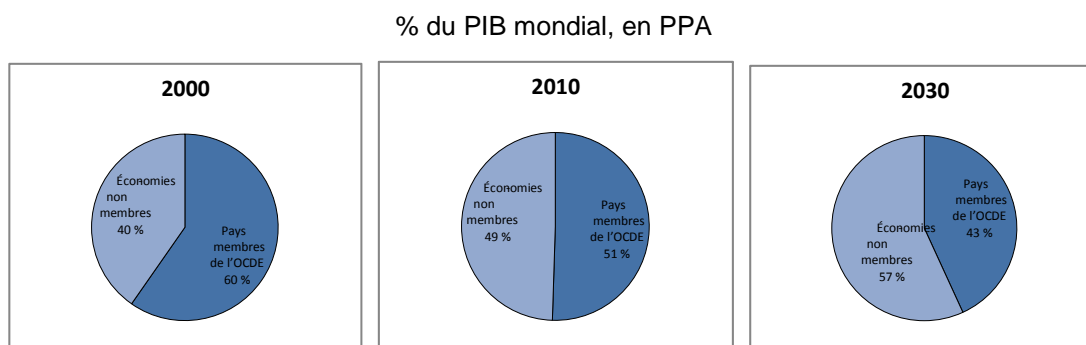
Résumé en français

- *Le basculement de la richesse* est le premier volume de *Perspectives du développement mondial*, la nouvelle publication annuelle du Centre de Développement de l'OCDE.
- *Le basculement de la richesse* examine les dynamiques changeantes de l'économie mondiale au cours des 20 dernières années, et notamment l'impact de l'essor économique de grands pays en développement tels que la Chine et l'Inde sur la pauvreté. Le rapport détaille les nouvelles structures de la répartition des biens et des flux au sein de l'économie mondiale et met en avant le renforcement des relations "sud-sud" – les interactions croissantes entre les pays en développement à travers le commerce, l'aide et les investissements étrangers directs.
- Que signifient ces changements en termes de développement et de politiques de développement? Le rapport propose des mesures de politiques publiques aussi bien au niveau national qu'international. Au niveau national, les pays en développement doivent réorienter leurs stratégies de développement afin de valoriser le potentiel croissant de la coopération sud-sud et de tirer pleinement avantage des nouveaux moteurs macroéconomiques. Au niveau international, l'architecture de la gouvernance mondiale doit s'ajuster afin de mieux refléter la répartition actuelle du poids économique.

En 2009, la Chine est devenue le premier partenaire commercial du Brésil, de l'Inde et de l'Afrique du Sud. La multinationale indienne Tata est aujourd'hui le deuxième investisseur en Afrique subsaharienne. Désormais, plus de 40 % des chercheurs du monde entier viennent d'Asie. En 2008, les pays en développement détenaient 4 200 milliards USD de réserves de change, soit plus d'une fois et demi le montant détenu par les pays riches. Ce ne sont là que quelques exemples d'une transformation structurelle de l'économie mondiale sur 20 ans au cours de laquelle le centre de gravité économique de la planète s'est déplacé vers l'est et le sud, des pays de l'OCDE vers les pays émergents, phénomène que le rapport appelle « déplacement de la richesse ».

Les *Perspectives du développement mondial* montrent comment les pays en développement sont devenus des acteurs économiques importants et témoignent du dynamisme des nouveaux liens économiques Sud-Sud. Même si ce processus est à l'œuvre depuis 20 ans, on commence à peine à comprendre les opportunités et les risques que présente le déplacement de la richesse pour les pays pauvres.

Figure 0.1 : Part de l'économie mondiale



Note : Ces données appliquent les projections de croissance à long terme de Maddison à ses estimations en parité de pouvoir d'achat (PPA) pour 29 pays membres de l'OCDE et 129 économies non membres.

Source : Calculs des auteurs d'après Maddison (2007 et 2010).

Depuis les années 2000, la part des économies non membres de l'OCDE dans la production mondiale s'est fortement accrue. Et, d'après les projections, cette tendance va se poursuivre (figure 0.1). Ce réalignement de l'économie mondiale n'est pas un phénomène transitoire : il représente un changement structurel d'une importance historique.

Qu'induit la forte croissance de grands pays émergents pour notre réflexion sur le développement ? Comment les pays peuvent-ils capitaliser sur l'intensification des liens entre économies en développement ? Les pays qui sont toujours pauvres peuvent-ils appliquer les leçons tirées de l'expérience des pays émergents ? Que signifie la nouvelle géographie économique pour la gouvernance mondiale ? Le présent rapport traite de ces questions en s'intéressant au processus de convergence et à ses effets macro-économiques, à la manière dont il renforce les interactions Sud-Sud et aux défis que pose la croissance en termes de distribution de la richesse.

Enclencher la vitesse supérieure dans un monde à quatre vitesses

Il ne suffit plus de diviser le monde en Nord et Sud, en pays développés et pays en développement. Afin de bien comprendre la complexité du phénomène, ce rapport développe le concept de monde à « quatre vitesses » proposé par James Wolfensohn. D'après ce dernier, le monde se divise en pays riches (« *Affluent* »), pays convergents (« *Converging* »), pays en difficulté (« *Struggling* ») et pays pauvres (« *Poor* »), en fonction de leur revenu et de leur taux de croissance par habitant par rapport à ceux du monde industrialisé. Ce cadre révèle une nouvelle géographie de la croissance mondiale et fait apparaître l'hétérogénéité du Sud : certains pays en développement commencent à rattraper le niveau de vie des pays riches, tandis que d'autres s'efforcent de percer le « plafond de verre » du revenu intermédiaire et que d'autres encore continuent de souffrir de l'extrême pauvreté.

Ainsi se dégagent deux périodes distinctes en termes de croissance. Pour la plupart des économies en développement, les années 1990 ont été une nouvelle « décennie perdue », obérée par les crises financières et l'instabilité

(figure 0.2). Deux régions en particulier n'ont pas réussi à redresser leur économie : l'Amérique latine, où les réformes n'ont guère fait progresser la croissance, et l'Afrique subsaharienne, dont l'économie a continué de stagner.

Figure 0.2 : Le monde à quatre vitesses dans les années 1990

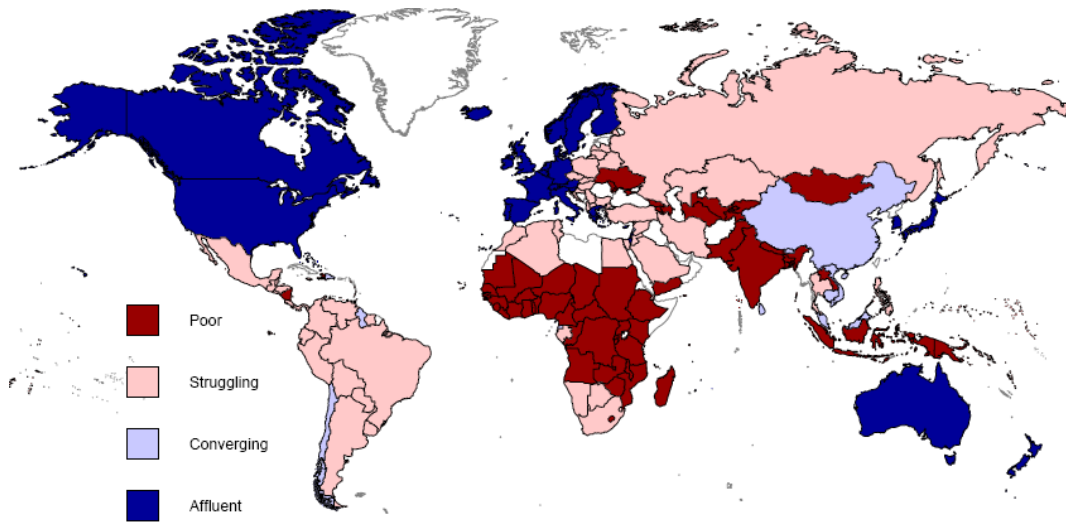
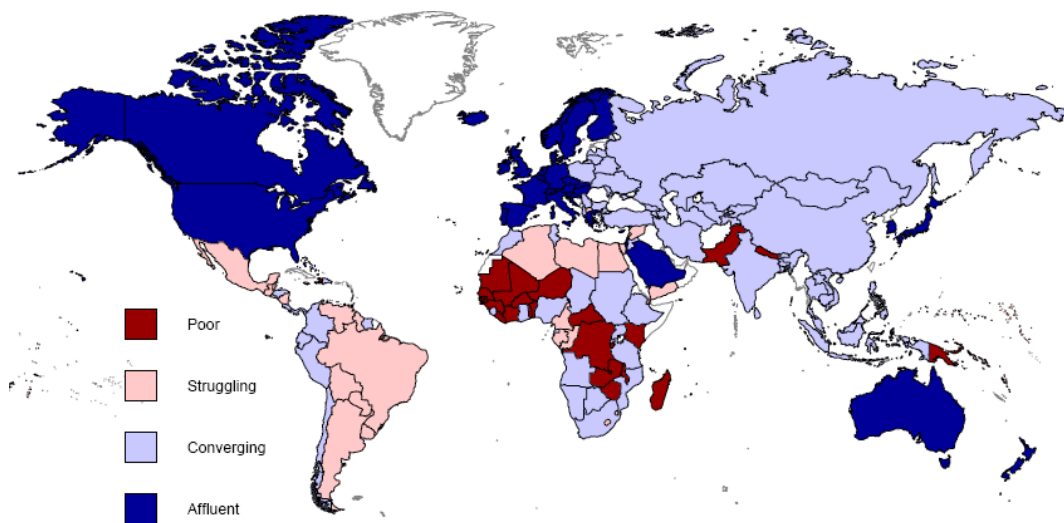


Figure 0.3 : Le monde à quatre vitesses dans les années 2000



Légende :

Poor : Pays pauvres

Struggling : Pays en difficulté

Converging : Pays convergents

Affluent : Pays riches

Note : Se reporter au chapitre 1 pour une description détaillée de la classification des pays utilisée.

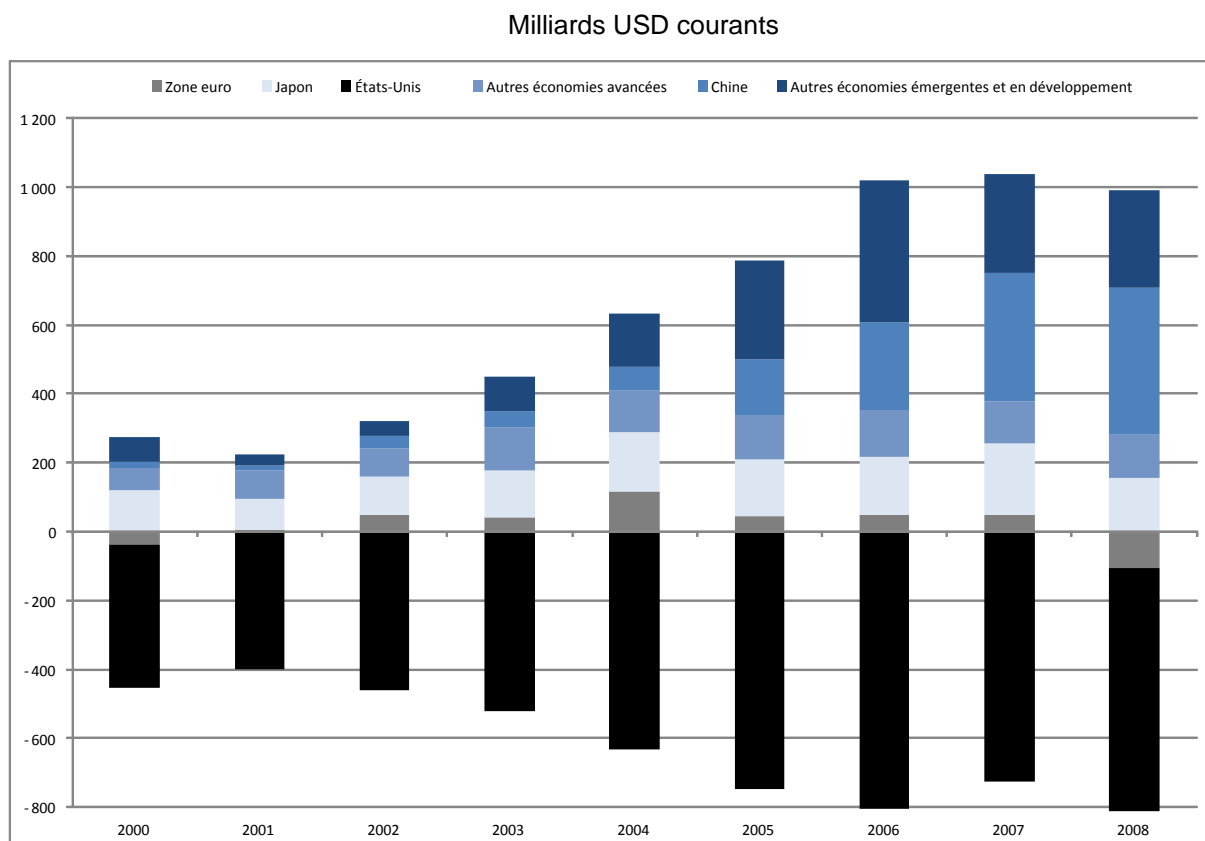
Source : Calculs des auteurs d'après Banque mondiale (2009).

Au cours des années 2000, on est passé à la vitesse supérieure et la plupart des pays en développement ont enregistré leur première décennie de forte croissance depuis de longues années (figure 0.3). Avec le changement de millénaire, on a assisté au retour, pour la première fois depuis les années 1970, d'une tendance à une forte convergence du revenu par habitant avec celui des pays à revenu élevé. Le nombre de pays émergents (c'est-à-dire dont la croissance moyenne par habitant équivaut à plus du double de celle des pays de l'OCDE à revenu élevé) a été multiplié par plus de cinq durant cette période (passant de 12 à 65), et le nombre de pays pauvres a été divisé par plus de deux (de 55 à 25). La Chine et l'Inde ont affiché un taux de croissance équivalant à trois ou quatre fois celui de la moyenne OCDE pendant les années 2000. Néanmoins, on observe une grande disparité dans les résultats, et un groupe de pays en difficulté et de pays pauvres a continué d'enregistrer des performances insuffisantes.

Comprendre les aspects macro-économiques du déplacement de la richesse

Quels sont les facteurs qui sous-tendent ce réalignement ? Premièrement, l'ouverture de grandes économies autrefois fermées (la Chine, l'Inde et l'ex-Union soviétique) a produit un choc du côté de l'offre de main-d'œuvre sur le marché mondial. Dans les années 1990, quelque 1,5 milliard de travailleurs a ainsi rejoint l'économie libérale, ce qui a réduit le coût de divers biens et services échangés à l'international, et permis le décollage de plusieurs pays convergents, essentiellement en Asie. Deuxièmement, la croissance dans les pays convergents a stimulé la demande de nombreux produits, notamment les combustibles fossiles et les métaux industriels, transférant la richesse aux exportateurs de matières premières et dynamisant immédiatement la croissance en Afrique, sur le continent américain et au Moyen-Orient. Troisièmement, nombre de pays convergents sont passés du statut de débiteurs nets à celui de créanciers nets, ce qui a maintenu les taux d'intérêt aux États-Unis et dans le monde à un niveau inférieur à celui qu'ils auraient dû atteindre.

Figure 0.4 : Déséquilibres mondiaux du compte courant



Note : Les données pour 2008 sont des estimations (sauf pour le Japon et les États-Unis).

Source : FMI (2010).

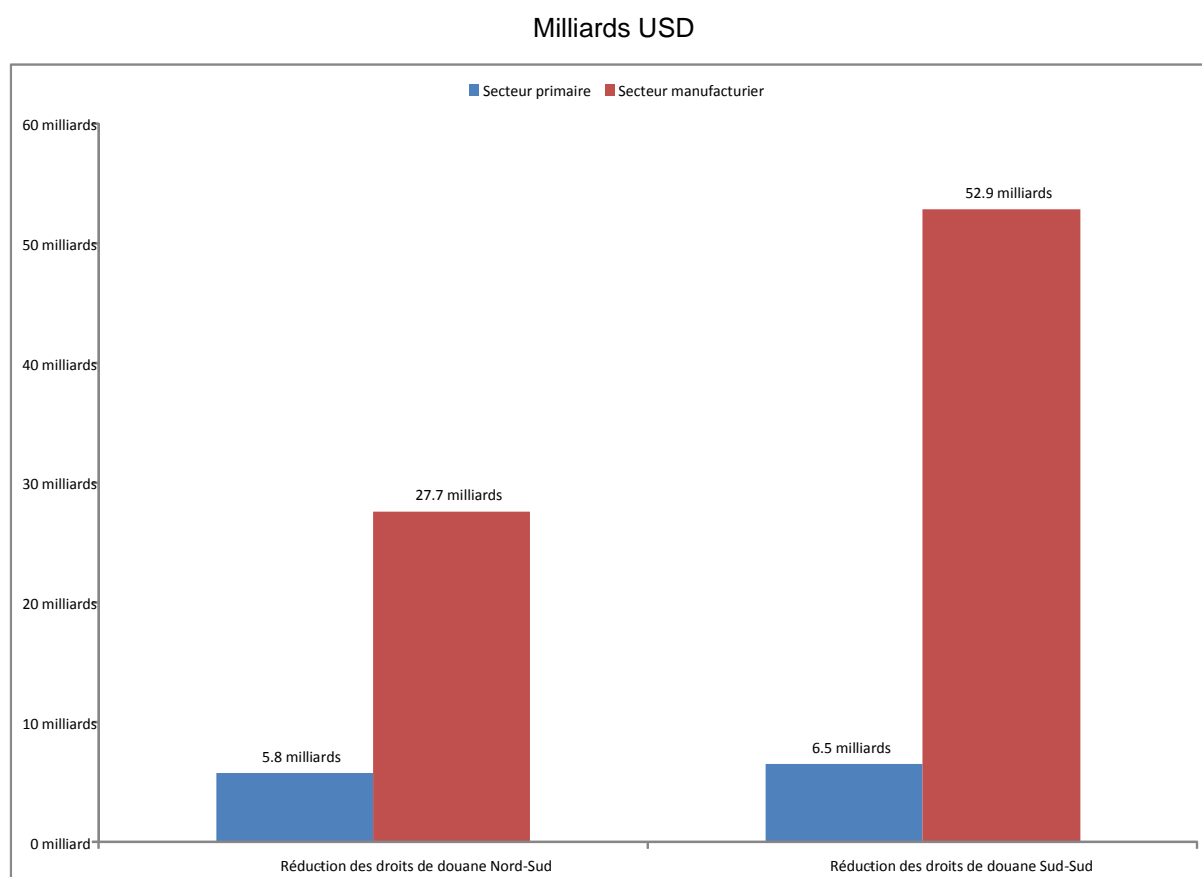
À mesure que ces processus se sont accélérés, les déséquilibres mondiaux se sont fortement accentués (figure 0.4), conduisant certains observateurs à préconiser vivement une appréciation de la monnaie chinoise. Or, une appréciation rapide et prématurée du renminbi risquerait d'être préjudiciable à la croissance de la Chine et, par extension, de certains de ses partenaires économiques, notamment de nombre de pays qui se classent déjà parmi les pays en difficulté et les pays pauvres du monde à quatre vitesses. Plus profondément, les déséquilibres reflètent des problèmes structurels qui, pour être résolus, peuvent nécessiter des changements sociaux radicaux afin de stimuler la consommation en Chine.

La Chine, l'Inde et, de plus en plus, d'autres grands pays convergents, influent sur l'élaboration des politiques publiques, car ils façonnent le contexte macro-économique mondial. Les politiques de développement seraient incomplètes si elles n'évaluaient pas leur croissance, leur incidence sur le déplacement de la concurrence, leur demande intérieure et le financement qu'ils peuvent apporter.

L'importance croissante du Sud pour le Sud

Les canaux d'interaction directe entre les géants émergents et les pays pauvres, comme les échanges, l'investissement direct étranger (IDE) et l'aide, gagnent en importance. Cette tendance devrait se poursuivre. Entre 1990 et 2008, les échanges mondiaux ont été multipliés par près de quatre, tandis que les échanges Sud-Sud l'ont été par plus de dix. Les pays en développement représentent actuellement environ 37 % des échanges mondiaux, dont approximativement la moitié est constituée de flux Sud-Sud. Au cours de la prochaine décennie, ces échanges pourraient former l'un des principaux moteurs de la croissance, en particulier si les bonnes politiques publiques sont mises en œuvre. D'après des simulations effectuées par le Centre de développement de l'OCDE, si les pays du Sud ramenaient les droits de douane qu'ils appliquent à leurs échanges avec les autres pays du Sud au niveau de ceux appliqués entre pays du Nord, ils dégageraient 59 milliards USD (figure 0.5), soit près de deux fois ce que rapporterait une réduction équivalente des droits sur leurs échanges avec le Nord¹.

Figure 0.5 : Gains potentiels d'une libéralisation des échanges Sud-Sud



Note : Bouclage non standard, suppose un excédent de main-d'œuvre au Sud. Voir chapitre 4 pour plus de détails.

Source : Calculs des auteurs d'après Center for Global Trade Analysis (2009).

L'IDE Sud-Sud a lui aussi progressé. La Chine est le pays en développement qui investit le plus à l'étranger : l'encours de ses investissements dépasse 1 000 milliards USD selon les estimations. Mais ce phénomène est plus large et concerne de nombreuses entreprises brésiliennes, indiennes et sud-africaines, ainsi que de nouveaux investisseurs étrangers plus petits, tels que le Chili et la Malaisie. L'investissement Sud-Sud présente un énorme potentiel inexploité pour les pays à faible revenu. Les multinationales du Sud, par exemple, sont davantage susceptibles d'investir dans des pays affichant un niveau de développement analogue ou inférieur, car ces pays disposent souvent de technologies et de pratiques commerciales adaptées aux marchés des économies en développement.

Déplacement de la richesse et réduction de la pauvreté

Le déplacement de la richesse a permis à de nombreux habitants du monde en développement de sortir de la pauvreté. Ainsi, en Chine, le taux de pauvreté est passé de 60 % en 1990 à 16 % en 2005. Le nombre de pauvres dans le monde a reculé de 120 millions dans les années 1990 et de plus de 300 millions dans les années 2000. La croissance contribue au recul de la pauvreté de façon très variable d'un pays à l'autre, en grande partie du fait des différences de distribution de la richesse au sein de chaque pays. Dans bien des cas, la croissance s'accompagne d'un creusement des inégalités, ce qui rend plus difficile la lutte contre la pauvreté. Des niveaux d'inégalité élevés risquent de saper la croissance et, *in fine*, la tendance durable au déplacement de la richesse.

Les décideurs doivent prêter une attention toute particulière aux inégalités de revenus en tant que telles et parce qu'elles influent fortement sur les effets bénéfiques de la croissance sur la réduction de la pauvreté. La politique sociale peut constituer un puissant moyen de limiter les inégalités.

Un fossé technologique qui se creuse dans un monde à quatre vitesses

On observe un déplacement massif des capacités manufacturières des pays de l'OCDE vers le monde en développement, en particulier vers l'Asie de l'Est. Certains pays en développement participent à la réorganisation des chaînes de valeur mondiales et en tirent parti, mais beaucoup d'autres se trouvent marginalisés. On constate également un déplacement dans la répartition des capacités technologiques : les activités de recherche et développement (R&D) sont de plus en plus effectuées dans le monde en développement, alors qu'elles étaient autrefois concentrées en Europe, au Japon et aux États-Unis. Attirés par des marchés en expansion rapide et par la présence de chercheurs et d'équipements de recherche à bas coûts, les plus grandes multinationales au monde ont renforcé leur base de R&D dans les pays à revenu faible et intermédiaire. On parle même d'un nouveau modèle économique du monde en développement, qui repose notamment sur l'« innovation frugale », par laquelle sont conçus non seulement des produits, mais aussi des processus de production entiers afin de répondre aux besoins des plus pauvres.

Le fossé technologique grandissant entre les pays en développement capables d'innover et ceux qui ne semblent pas l'être est préoccupant. L'innovation n'est pas automatique et les pays qui ont pris les devants en mettant en place une stratégie d'innovation nationale s'en sortent généralement mieux que les autres.

Les réponses nationales au déplacement de la richesse

Dans les pays en développement, les stratégies de développement doivent être adaptées de manière à tirer parti des opportunités nées du déplacement de la richesse. Les politiques nationales doivent :

- promouvoir l'investissement direct étranger Sud-Sud, en tirant des enseignements des pôles d'activité et des zones franches d'exportation qui ont réussi et en exploitant les liens découlant de l'investissement pour moderniser leur technologie via des systèmes d'innovation nationaux,
- veiller à ce qu'une gestion des recettes appropriées soit en place dans les économies riches en ressources, et envisager de recourir à des fonds souverains pour lisser la consommation et orienter les ressources de manière à favoriser la croissance et l'investissement sur le marché intérieur,
- répondre à la demande croissante d'exportations agricoles et aux pressions grandissantes sur les terres arables au moyen de stratégies visant à améliorer la productivité agricole, par un soutien accru à la R&D et aux services de vulgarisation, ainsi que par des transferts technologiques Sud-Sud,
- mettre en place des politiques de croissance pro-pauvres, qui soient axées sur une offre d'emplois plus nombreux et

de meilleure qualité et sur l'amélioration de la protection sociale grâce au développement plus poussé et à la réplication des innovations institutionnelles telles que les transferts monétaires sous conditions,

- renforcer l'apprentissage collaboratif Sud-Sud afin de concevoir des politiques fondées sur les réussites des pays du Sud.

Les réponses collectives au déplacement de la richesse

En raison de la nouvelle configuration du pouvoir économique et politique mondial, les pays riches ne peuvent plus décider seuls. Les problèmes de la planète sont de plus en plus mondialisés, et, si l'on veut les résoudre, il faudra en partager la responsabilité et les solutions. Une nouvelle architecture de la gouvernance mondiale se fait jour et reflète l'évolution des réalités économiques. Le rôle du G-20 après la crise montre que les pays convergents deviennent des acteurs de plus en plus importants de la gouvernance mondiale. Cette évolution est à saluer. Les efforts visant à rendre toutes les institutions de la gouvernance mondiale plus participatives et représentatives doivent être encouragés.

Dans les négociations internationales, la nouvelle configuration de l'économie peut donner lieu à de nouvelles coalitions stratégiques entre pays en développement. Et la coopération entre pays en développement peut apporter de nombreux avantages sur le plan du développement, en particulier via les échanges et le transfert de technologies.

Le déplacement de la richesse : une situation gagnant-gagnant ?

Si de nombreux observateurs peuvent considérer les tendances que nous venons de décrire comme une menace, ce n'est pas l'avis défendu par ce rapport. Plutôt que de percevoir « la montée des autres » (« *rise of the rest* ») comme le signe du « déclin de l'Occident » (« *decline of the west* »), les décideurs devraient reconnaître que les gains nets d'une prospérité accrue dans le monde en développement peuvent bénéficier aux pays riches aussi bien qu'aux pays pauvres. L'amélioration de la gamme et de la qualité des exportations, un plus grand dynamisme technologique, de meilleures perspectives pour les entreprises ou une base de consommation élargie sont autant de facteurs susceptibles de produire des gains de bien-être considérables pour le monde entier.

Ce rapport n'affirme pas pour autant que cette situation soit exempte de problèmes. Le déplacement de la richesse engendre en effet des problèmes majeurs en termes de viabilité de l'environnement, de creusement des inégalités au sein des pays et d'intensification de la concurrence. Ce nouvel ordre économique mondial crée également de profonds déséquilibres mondiaux. Ces problèmes se sont manifestés pendant la crise économique, mais ils étaient en gestation depuis deux décennies. Malgré ces difficultés, le présent rapport explique que ces tendances sont globalement favorables au développement.

Références

BANQUE MONDIALE (2009), *Les Indicateurs du développement dans le monde* (CD-ROM), Banque mondiale, Washington D.C.

CENTER FOR GLOBAL TRADE ANALYSIS (2009), *Global Trade, Assistance, and Production: The GTAP 7 Data Base*, Purdue University.

FMI (2010), *Perspectives de l'économie mondiale*, Fonds monétaire international, Washington D.C., avril.

MADDISON, A. (2007), « L'économie chinoise – Une perspective historique », *Études du Centre de développement de l'OCDE*, Centre de développement de l'OCDE, Paris.

MADDISON, A. (2010), *Statistics on World Population, GDP and Per Capita GDP, 1-2008 AD*.
www.ggdc.net/maddison.

© OECD 2010

La reproduction de ce résumé est autorisée à condition que la mention OCDE et le titre original de la publication soient mentionnés.

Les résumés multilingues sont des extraits traduits de publications de l'OCDE parues à l'origine en anglais et en français.

Ils sont disponibles gratuitement sur la librairie en ligne de l'OCDE www.oecd.org/bookshop/

Pour plus d'information, contactez le service des Droits et traductions de l'OCDE, Direction des Affaires publiques et de la communication à l'adresse rights@oecd.org ou par fax au +33 (0)1 45 24 13 91

Service des Droits et traduction de l'OCDE

2, rue André-Pascal

75116 Paris

France

Consultez notre site Internet www.oecd.org/rights

¹ Cela suppose de maintenir les droits de douane Sud-Sud aux niveaux actuels, et de ramener les droits réciproques qui s'appliquent aux échanges Nord-Sud aux niveaux en vigueur pour les échanges Nord-Nord.